Le Yougoslavisme – une identité globale viable dans la Yougoslavie de Tito?

Laura Herţa-Gongola
doctorante en histoire

Université « Babeş-Bolyai »

Cluj-Napoca

L'organisation fédérale de la Yougoslavie d'après-guerre et les trente-cinq années de gouvernement de Tito sont importants pour étudier l'histoire de la Yougoslavie. Cette période a renforcé la notion de yougoslavisme, sous l'autorité de Tito comme leader légitime de tous les peuples yougoslaves après la deuxième guerre mondiale, dans un cadre d'idéologie communiste.

Le "Yougoslavisme": était-il une préoccupation réelle et sincère pour l'unité de la Yougoslavie, donc une notion unificatrice pour tous les peuples yougoslaves ? Ou était-ce simplement un euphémisme visant à renforcer le contrôle du parti communiste et le pouvoir personnel de Tito dans un État communiste de l'Europe de l'Est? Dans cette perspective, le Yougoslavisme sera analysé dans cet article comme un constituant de l'identité globale des Yougoslaves.

La Yougoslavie de Tito après la deuxième guerre mondiale

À la fin de la deuxième guerre mondiale, « Le Conseil Antifasciste de la Libération Populaire de Yougoslavie » (*AVNOJ)* proclama la mise en place du parlement provisoire et esquissa l'organisation fédérale de la Yougoslavie. Immédiatement après la guerre, la Yougoslavie fut ainsi le seul Etat communiste de l'Europe de l'Est à être organisé en fédérations[1]. L'Etat yougoslave fut divisé en six républiques: Bosnie-Herzégovine (avec pour capitale Sarajevo), Croatie (Zagreb), Macédoine (Skopje), Monténégro (Titograd), Serbie (Belgrade) et Slovénie (Ljubljana). À l'intérieur de la République Serbe, deux provinces autonomes furent créées: le Kosovo (avec pour capitale Priština), où une grande population albanaise coexistait avec des Serbes et des Croates, et la Vojvodina (Novi Sad), où vivait une population mélangée composée de Hongrois, de Roumains, de Serbes, de Croates, de Slovaques, et d'Ukrainiens.

Dans la Yougoslavie de l'après-guerre, quatre langues furent reconnues: le croate, le macédoine, le serbe et le slovène, tandis que l'albanais et le hongrois eurent le statut de langues acceptées dans les provinces autonomes. Trois religions étaient pratiquées : la catholique, l'orthodoxe et la musulmane.

Dans cette même Yougoslavie, Iosip Broz Tito jouissait d'une grande popularité. Grâce aux luttes de partisans qu'il avait menées pendant la guerre contre les Pouvoirs de l'Axe, il pouvait facilement compter sur la loyauté de ses hommes de confiance et camarades de parti les plus proches, ainsi que sur le soutien du puissant Parti Communiste

BDD-A2238 © 2006 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:36:48 UTC)

Yougoslave et de la plus grande partie de la population, qui voyaient alors en lui le leader le plus compétent et le plus légitime du pays.

L'attitude de Tito vis-à-vis du problème national

L'un des objectifs les plus importants des affaires politiques intérieures de Tito fut de renforcer l'idée du rapprochement des peuples yougoslaves. Afin de l'atteindre, Tito fit appel à diverses méthodes, censées consolider les relations interethniques. L'une de ces méthodes fut de s'attaquer au curriculum scolaire qui incluait non pas seulement l'histoire d'un peuple yougoslave, mais aussi des informations sur les autres: *« Les Croates apprenaient la vie de l'empereur serbe Dušan et les Serbes étudiaient la vie du roi croate Tomislav"*[2]. Donc, partout en Yougoslavie, les étudiants apprenaient l'histoire de leur peuple, ainsi que des aspects liés aux traditions, à la culture et à l'histoire des autres peuples yougoslaves. Dans cet esprit, les excursions scolaires donnaient de bonnes occasions de visiter les autres républiques. Une autre méthode concernait le service militaire, que tout homme yougoslave devait effectuer dans une autre république fédérale que la république où il était né.

Tito poursuivit son rêve de rapprocher tous les peuples yougoslaves jusqu'à sa mort. Ses efforts visèrent à créer les pré-conditions d'une forte identité fédérale susceptibles de dépasser les divergences[3]de nationalités. Par conséquent, tous les groupes ethniques furent encouragés à préserver leur identité nationale et à se sentir en même temps Yougoslaves,.

Dans les années soixante, Tito dut affronter un conflit intérieur, basé sur des critiques concernant les réformes libérales, le pouvoir élargi de la police secrète et la forte position occupée par la République Serbe au sein de la République Socialiste Fédérale de Yougoslavie. Si nous examinons attentivement les événements sur la fin des années soixante et au début des années soixante-dix en Yougoslavie, nous découvrons que ces trois types de critiques étaient liés les uns aux autres.

D'une part, les publications yougoslaves offraient les statistiques concernant le processus de la réforme de 1965, et ces données disaient que la production avait augmenté d'un pour cent (1%) après la première année de réforme et de deux pour cent (2%) après la deuxième année, alors que le commerce extérieur, lui, avait augmenté de dix-huit pour cent (18%) en raison de l'exportation des produits agricoles.

D'autre part, les journaux étrangers soulignèrent le succès limité et même les désavantages de cette réforme, en mettant l'accent sur le problème d'un chômage[4] inquiétant obligeant un grand nombre d'ouvriers yougoslaves à quitter le pays pour aller travailler dans les pays de l'Europe de l'Ouest, et particulièrement en République Fédérale d'Allemagne.

Au début, la réforme avait un caractère libéral et était inspirée par les communistes Slovènes et Croates. Quelques-unes de ses conséquences montraient que le revenu par habitant dans la République de Slovénie avait diminué, tandis qu'en Serbie ou dans la province de Kosovo-Metochie, il avait augmenté. La conclusion tirée par beaucoup d'entre eux était que la réforme financière offrait des avantages aux régions et provinces les moins développées.

Dans ce contexte, des émeutes estudiantines dans les centres universitaires de Zagreb, de Belgrade, de Ljubljana et de Sarajevo éclatèrent en 1968. Les protestations des étudiants étaient liées à un vœu d'élargissement de la démocratie, à la garantie d'un développement plus équilibré et à la contestation de l'enrichissement anormal de certains[5]. Tito intervint dans ces protestations, reconnaissant certaines des revendications des étudiants et il réussit à calmer les esprits. L'une des revendications des étudiants se référait à la liberté de la presse et la concession du leader yougoslave fut une attitude plus tolérante vis-à-

BDD-A2238 © 2006 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:36:48 UTC)

vis du magazine « Praxis », qui, bien que déclaré comme marxiste, contenait une série d'articles critiques sur la situation sociale et politique de la Yougoslavie.

Dans l'intervalle, les groupes conservateurs de la Ligue Yougoslave Communiste[6] tentèrent de ralentir le processus de réforme qui, selon eux, avantageait les républiques les plus développées de la fédération yougoslave. En 1966, Ranković s'attaqua à la réforme en disant qu'elle désavantageait non seulement les provinces les moins développées, mais qu'elle mettait en discussion la Slovénie et la Croatie et créait une distance encore plus visible entre les républiques yougoslaves.

Ranković, ancien leader des forces de sécurité yougoslaves, devint en 1963 vice-président de la Yougoslavie et beaucoup de gens le considéraient comme un successeur potentiel de Tito. Il était d'habitude identifié comme proche des Serbes et les groupes libéraux de la Ligue Yougoslave Communiste le suspectaient de maintenir de fortes relations avec la police secrète en vue de ralentir le processus de la réforme. Une commission d'enquête découvrit qu'en effet, les agents UDBA (le Service de Sécurité) avaient installé des microphones dans les bureaux de certains hommes politiques yougoslaves et qu'ils avaient même enregistré certaines conversations de Tito. Par conséquent, Ranković fut démis en 1966 et l'UDBA fut dénoncé comme un noyau de corruption et de pratiques illégales. L'événement constitua une grave attaque contre Tito, surtout qu'elle survenait après qu'il eut perdu un autre de ses amis les plus proches et de ses hommes de confiance : Milovan Djilas[7].

Comme Ranković était vu comme un supporter et un porte-parole des Serbes dans la fédération, cet épisode fut perçu en Yougoslavie comme nationaliste et la démission de Ranković fut considérée comme une victoire par les autres nationalités.

En 1967, un autre incident à caractère nationaliste éclata en Croatie. Un groupe d'intellectuels publia une « Déclaration sur la situation et le nom de la langue littéraire croate », qui demandaient que le serbe et le croate soient reconnus comme langues séparées et que le second soit utilisé dans les écoles et les universités de Croatie. Un groupe s'organisa autour du Parti Communiste Croate ; il demanda une décentralisation économique et politique plus grande. Un groupe, nommé *Maspok* (*Masovni pokret*, le Mouvement National de Masse), élargit la polémique par l'intermédiaire de la presse, obtenant un fort caractère nationaliste. En 1971, il demanda la modification de la constitution croate, qui devait inclure *« le droit à l'auto-détermination, y compris le droit à la sécession. Le croate est la seule langue officielle [...][8] »*

Il demandait également une politique monétaire croate, que les recrues croates dans l'Armée du Peuple Yougoslave effectuent leur service militaire seulement en Croatie et non pas dans d'autres républiques (Tito avait stipulé cela comme étant obligatoire), et que l'armée territoriale croate soit autonome. Comme ce noyau nationaliste avait tendance à présenter des demandes extrêmes jusqu'à la sécession, Tito intervint fermement en décembre 1971, pour prévenir l'expansion du conflit. Il accusa les nationalistes croates d'avoir violé la doctrine marxiste, interdit la parution de certains journaux/magazines nationalistes, réorganisa le Parti Communiste Croate et démit certains leaders.

En novembre 1968, une série d'émeutes eut lieu au Kosovo où les protestataires appartenant à la minorité albanaise demandaient que la province acquière le statut de république. À la fin des années soixante, le Kosovo était très en retard sur le plan économique. Un Albanais sur treize seulement avait du travail, tandis que les Serbes occupaient des positions-clés dans les structures administratives et dans le parti.

Les émeutes se multiplièrent vite et contaminèrent même la Macédoine où vivait une nombreuse minorité albanaise. Au Kosovo, à la différence de l'évolution des événements en Croatie, Tito accepta les revendications des Albanais. Plusieurs amendements constitutionnels changèrent le statut des provinces de Vojvodine et du Kosovo. Même

BDD-A2238 © 2006 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:36:48 UTC)

si, officiellement, elles restaient des provinces autonomes sur le territoire serbe, elles assumaient la plupart des caractéristiques d'une république séparée puisqu'elles étaient désormais directement représentées et déléguées au niveau du parti et au niveau de deux États (Serbie et Yougoslavie). La région, par ailleurs, avait son propre drapeau, son hymne propre et l'albanais devint la langue utilisée dans les institutions d'enseignement et dans l'administration (par exemple, une université bilingue et un institut d'albanologie furent créés à Priština, en 1970). Après 1968, le Kosovo et la Vojvodine acquirent un statut qui équivalait presque à celui d'une république yougoslave.

En Slovénie, le problème national prit de grandes proportions en août 1969, quand le gouvernement de Ljubljana et le gouvernement fédéral entrèrent en conflit sur le fait que la République de Slovénie n'était pas incluse dans un projet international de financement qui avait comme objectif la construction d'une grande route nationale destinée à relier trois grandes capitales: Ljubljana, Zagreb et Belgrade. Les accusations slovènes dénonçaient la discrimination frappant toute la région. Encore une fois, Tito intervint, en accusant les Slovènes de tentatives de destruction de l'unité yougoslave et, pour la promotion de leur propre politique, d'un manque de respect envers la Fédération

À la suite de tous ces événements, tout conflit national s'apaisa dans les années 70 conformément à la solution de Tito : maintien d'un équilibre de telle sorte que les positions acquises à l'intérieur du parti soient proportionnelles à l'influence et au statut de chaque république ou province yougoslave.

Le yougoslavisme – cadre global d'identification dans la Yougoslavie de Tito

Lorsque nous analysons ou essayons d'expliquer le yougoslavisme en tant que cadre global d'identification yougoslave, je pense que nous devons nous revenir aux fondations de la Yougoslavie après la deuxième guerre mondiale. Elles furent établies lors de la réunion de l'assemblée communiste à Jajce (Bosnie) le 29 novembre 1943, jour où cette assemblée fut proclamée comme corps représentatif de toutes les nations yougoslaves, avec pour dénomination : « Conseil Antifasciste de Libération Populaire de la Yougoslavie » (*AVNOJ*)[9].

Le discours de Tito de 1942 avait souligné que: *« Le Parti Communiste Yougoslave continuerait de lutter pour une communauté unie, libre et égale, formée de toutes les nations de Yougoslavie. »*[10]

En 1958, un extrait du programme de la Ligue Communiste Yougoslave esquissait les traits majeurs de cette union: *« L'unité de la Yougoslavie est possible si elle est fondée sur un développement national libre et sur l'égalité totale des Serbes, des Croates, des Slovènes, des Macédoniens, des Monténégrins et des minorités nationales. C'est ainsi que la Yougoslavie est née comme État souverain, composé de peuples égaux et souverains. Elle ne pouvait être créée autrement."*[11]

Les idées principales de Tito concernant la réorganisation sociale de la Yougoslavie étaient « fraternité et unité » (*bratstvo i jedinstvo*), éléments-clés qui allaient mettre fin à l'injustice d'avant-guerre.[12]

Selon Christopher Bennett, la notion de yougoslavisme se traduisait par le fait qu'aucune des nations yougoslaves ne pouvait dominer la Fédération yougoslave comme les Serbes l'avaient fait lors de la première organisation de la Yougoslavie pendant l'entre-deux-guerres. Donc, la Yougoslavie communiste s'opposait aux nationalismes locaux et essayait de cultiver un patriotisme yougoslave multinational, fondé sur l'esprit de la lutte de libération nationale menée pendant la deuxième guerre mondiale. Pour Tito, le nationalisme était une « idéologie bourgeoise ».

BDD-A2238 © 2006 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:36:48 UTC)

Urs Altermatt (dans son livre intitulé *Das Fanal von Sarajevo. Ethnonationalismus in Europa*) énumère les méthodes utilisées par Michael Walzer pour attaquer la diversité culturelle dans une communauté politique construite au cours de l'histoire de l'Europe[13].

1) Au début il y avait les empires (de l'Empire Romain à l'Empire des Habsbourg), qui comprenaient plusieurs peuples, et dans lesquels le cadre politique et juridique (donnant aux groupes ethniques et religieux une certaine autonomie collective) était le fondement de la coexistence. Les groupes – et non les individus – étaient tolérés dans les sociétés traditionnelles, surtout s'ils vivaient dans des unités administratives homogènes. Puisque ces groupes respectaient mutuellement leurs frontières géographiques et culturelles, ils vivaient dans un climat de coexistence/cohabitation paisible.

2) Un deuxième modèle est représenté par les États formés de deux ou trois nations, tels la Suisse, la Belgique ou l'ancienne Bosnie-Herzégovine. La condition *a priori* requiert que les différents groupes ethniques et religieux se tolèrent et établissent, par un accord commun, les règles d'un *modus vivendi*. Tant qu'un groupe ne redoute pas l'hégémonie d'un autre groupe, ce *modus vivendi* fonctionne; sinon l'Etat se démembre.

3) Un troisième modèle est représenté par l'Etat national de type occidental, à l'intérieur duquel un groupe ethnique dominant régit la vie publique et organise l'État selon ses propres idées. D'habitude, le droit d'être différent est accordé aux individus et non pas aux groupes; la diversité culturelle (la relation avec l'*alter*, l'autre) est considérée comme une affaire collective et non pas privée.

4) Un quatrième modèle serait les sociétés d'immigrants, par exemple les États-Unis. Dans ce type de société, seulement les droits politiques de citoyenneté sont nationalisés, tandis que la pluralité culturelle est reconnue officiellement. Prenons, par exemple, le cas de l'intégration chinoise : les Chinois se sentent américains officiellement, mais ils cultivent une identité chinoise dans la vie privée.

Revenons au deuxième modèle, qui est ce que Tito a essayé de créer dans chacune des républiques fédérales et dans la Yougoslavie toute entière. A travers cette deuxième identité – le yougoslavisme, qui ne remplace pas l'identité de chaque groupe mais existe parallèlement, crée un cadre viable, une citoyenneté globale pour tous les peuples qui vivent dans la Yougoslavie fédérale. Il a essayé de déterminer les pré-conditions d'une identité yougoslave fédérale englobant paisiblement les nationalités divergentes.

En 1958, le yougoslavisme a été défini et inclus dans le programme politique adopté par le 7e Congrès du Parti Communiste (qui avait déjà changé son nom en Ligue de la Yougoslavie Communiste). Basé sur les idées d' *« individualité, d'égalité et du droit à l'auto-détermination de tous les peuples yougoslaves »*, ce programme comprenait également le besoin de développer les relations socialistes et la création d' « une conscience yougoslave socialiste », qui allait conduire à la formation d'une « culture yougoslave ». La campagne politique répétait constamment et prudemment qu'elle n'avait pas l'intention de créer une entité nouvelle. Cette notion de *« culture yougoslave »* soulevait toutefois certains problèmes comme, par exemple, celui de la langue de la *« littérature yougoslave »*[14] ?

Guy Hermet[15] considérait que les démocraties populaires à structure fédérale étaient fondées sur ce modèle institutionnel, qui séparait une nationalité particulière de la citoyenneté globale. De ce fait, elles renforçaient l'attachement à une nationalité particulière parce que ce modèle ne pouvait accomplir les aspirations d'une citoyenneté globale. Il manquait de substance.

BDD-A2238 © 2006 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:36:48 UTC)

D'autres auteurs pensent qu'on ne peut pas dire que le yougoslavisme a échoué en 1990 parce qu'on ne lui a pas donné une chance comme le montraient Richard Crampton et Susan L. Woodward dans leur *Balkan Tragedy. Chaos and dissolution after the Cold War/La tragédie balkanique. Chaos et dissolution après la guerre froide* ou Christopher Bennett, dans son *Yugoslavia's Bloody Collapse. Causes, course and consequences/ La chute sanglante de la Yougoslavie. Causes, évolution et conséquences*)[16]. Bennett pense qu'un État yougoslave, honnêtement attaché à l'idée d'égalité nationale, a été la formule idéale pour la coexistence sur les territoires habités par les Slaves du Sud, et que l'expérience de Tito (basée sur le yougoslavisme), même si elle a été désastreuse du point de vue économique, fut un succès sur le plan politique.

Dans les années quatre-vingt, dans toutes les républiques yougoslaves, le nationalisme a rempli le vide politique laissé par la mort de Tito, par la situation précaire de l'économie et par le manque de substance idéologique.

Aleksa Djilas, dans sa critique du livre *Tito and the Rise and Fall of Yugoslavia/Tito et la montée et la chute de la Yougoslavie*, de Richard West, paru dans *Foreign Affairs* (1995)[17], montre que l'auteur fait une analyse exacte des sentiments et des convictions de Tito à l'égard du yougoslavisme. Nous avons identifié, dans cette critique, trois idées principales, pertinentes pour cet article:

1) Tito n'a pas partagé, avec les jeunes communistes, le fort sentiment d'être yougoslave. Pour Tito, la Yougoslavie est demeurée une idée politique, une stratégie pour la conquête révolutionnaire du pouvoir. Pendant la deuxième guerre mondiale, et surtout pendant le conflit avec Staline, qui éclata en 1948, le patriotisme de Tito et sa préoccupation pour l'unité de la Yougoslavie augmentèrent, mais furent toujours subordonnés aux réalités politiques et au pouvoir personnel.

2) Malgré la création d'un programme scolaire commun, les échanges culturels entre les six républiques yougoslaves n'étaient pas intenses et, avec le temps, ils devinrent rares. Aucune université pour toutes les nationalités ne fut créée, et il n'y eut aucune politique encourageant les étudiants à étudier dans une autre république yougoslave que la leur. Il était rare qu'un professeur universitaire croate enseigne à Belgrade ou qu'un professeur universitaire serbe enseigne à Zagreb. C'était une exception quand les médias promouvaient toutes les idées yougoslaves. Cette autonomie culturelle et intellectuelle des républiques a contribué à la préservation des nationalismes traditionnels des différents groupes.

3) Au fil du temps, la notion officielle d'unité yougoslave perdait de plus en plus ses traditions ethniques, linguistiques et historiques, communes à tous les groupes nationaux de Yougoslavie. À la fin des années soixante, elles avaient complètement disparu. L'idéologie de Tito était dispensée comme un substitut. Les écoliers, les étudiants et les soldats apprenaient l'autonomie des ouvriers et la politique extérieure de non-alignement comme des valeurs unificatrices. Le culte de la personnalité de Tito était un corollaire et les principaux garants de l'unité yougoslave étaient l'armée et la police communiste.

Sur la base de nos lectures et des événements historiques, nous concluons que l'État yougoslave fédéral, avec son identité globale – le *yougoslavisme* – a été un modèle fonctionnel, bien que temporaire, parce qu'il a duré une moitié de siècle. D'autre part, nous pensons qu'il a commencé comme une idée politique dans le contexte de libération révolutionnaire du pays, et qu'il était difficile et dangereux de s'opposer aux idées communistes, même dans un pays où le communisme avait un visage et un aspect humains.

Et pourtant, nous ne pouvons pas nous empêcher de nous demander à quel degré la volonté et les compétences de Tito, en tant que leader, ont-elles contribué à la définition de l'idée yougoslave. Nous pensons que son inclination et sa capacité d'être un leader

BDD-A2238 © 2006 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:36:48 UTC)

et d'administrer un pays doivent être mentionnées dans ce contexte, même s'il s'agit d'une Union fédérale balkanique fondée sur des conventions économiques, politiques et militaires (avec le leader bulgare Dimitrov) à la fin des années quarante, même si les peuples yougoslaves ont été unis à la fin de la deuxième guerre mondiale, lorsque « fraternité et unité » étaient les mots-clés, même si la Yougoslavie a participé au mouvement de non-alignement (avec des leaders asiatiques et africains tels que l'égyptien Nasser, l'indien Nehru et l'indonésien Sukarno) dans les années soixante.

La formule fédéraliste de Tito, avec son yougoslavisme comme identité collective, a déçu, en fin de compte, les Serbes, les Croates, les Kosovars, les Albanais et les Slovènes. Par conséquent, on peut dire qu'elle a été bonne tant qu'elle a duré , tant qu'elle a été viable, c'est-à-dire durant la vie de Tito. Elle a même été assez forte pour soutenir la fédération encore une décennie après la mort du leader yougoslave.

Bibliographie

• Jelavich, Barbara: *L'histoire des Balkans (History of the Balkans)*, Institutul European, Iaşi, 2000.

• Altermatt, Urs: *Les prévisions de Sarajevo. L'ethno-nationalisme en Europe (Das Fanal von Sarajevo. Ethninationalismus in Europa)*, Polirom, Iaşi, 2000.

• Rusinow, Dennis: *Les peuples yougoslaves (Yugoslav Peoples)*, en Sugar, Peter F. *Le nationalisme de l'Europe de l'est dans le XXe siècle (Eastern European Nationalism in the Twentieth Century)*, Curtea Veche, Bucarest, 2002.

• Prevelakis, Georgios: *Les Balkans. Culture et géopolitique (Les Balkans. Culture et géopolitique)*, Corint, Bucarest, 2001.

• Bennett, Christopher: *La fin sanglante de la Yougoslavie (Yugoslavia's Bloody Collapse. Causes. Course and Consequences)*, Trei, Bucarest, 2002.

• Bianchini, Stefano: *Le problème yougoslave (La questione Jugoslava)*, BIC ALL, 2003.

• Hermet, Guy: *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Institutul European, Iaşi, 1997.

• Goy, Edward D.: *Foreign Optimists and Domestic Pessimists (Les optimistes étrangers et les pessimistes conationaux)*, in *Review*, Study Centre for Yugoslav Affairs, no. 7, London, 1968.

• Ramet, Sabrina Petra: *Balkan Babel. The Disintegration of Yugoslavia from the Death of Tito to Ethnic War (La Tour Babel. La désintégration de la Yougoslavie de la mort de Tito à la guerre ethnique)*, Westview Press, 1996.

• Glenny, Misha: *The Balkans 1804-1999. Nationalism, War and the Great Powers (Les Balcans 1804-1999. Le nationalisme, la guerre et les grands pouvoirs)*, London: Granta Books, 2002.

• Batakovic, Dusan T.: *Nationalism and Communism: The Yugoslav Case (Nationalisme et communisme: le cas yougoslave)* [http:www.bglink.com/bgpersonal/batakovic/Montreal.html].

• Crampton, Richard – Woodward, Susan L.: *Balkan Tragedy. Chaos and Dissolution after the Cold War (La tragédie balcanique. Chaos et dissolution après la guerre froide)* [http://www.members.tripod.com/~UncoveredBosnia/5books.html].

• Djilas, Aleksa: review on West, Richard *Tito and the Rise and Fall of Yugoslavia (Tito et la montée et la chute de la Yougoslavie)*, Foreign Affairs, July-August **1995,** [www.foreignaffairs.org/19950701fareviewessay5057/aleksa-djilas/html].

Notes

[1] Barbara Jelavich, L'histoire des *Balcans (History of the Balkans)*, 2nd volume, Iaşi, L'Institut Européen, 2000, p. 268.

[2] Christopher Bennet, *La fin sanglante de Yougoslavie (Yugoslavia's Bloody Collapse)*, Maison d'édition "Trei", Bucarest, 2002, p. 90.

[3] Guy Hermet, *Istoria naţiunilor şi naţionalismului în Europa (Histoire des nations et du nationalisme en*

BDD-A2238 © 2006 Gerflint

Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:36:48 UTC)

Europe), Institutul European, Iaşi, 1997, p. 254.

[4] Edward D. Goy, *Foreign Optimists and Domestic Pessimists*, in *Review*, Study Centre for Yugoslav Affairs, no. 7, London, 1968, pp. 561-563.

[5] Stefano Bianchini, *Le problème yougoslave (La questione iugoslava)*, Maison d'édition BIC ALL, 2003, pp. 108-109.

[6] Le Parti Communiste Yougoslave a changé son nom en Ligue Yougoslave Communiste en 1952.

[7] En 1953, Milovan Djilas a commencé à écrire des articles dans le journal yougoslave communiste "Borba", s'attaquant à la bureaucratie et au parti yougoslave communiste dont les membres, à son avis, avaient oublié la base idéologique et avaient abusé des privilèges et avantages économiques de leurs positions. Il fut démis et banni du parti.

[8] Extract from Dennison Rusinow, *The Iugoslav Experiment. 1948-1974*, in Barbara Jelavich, *Istoria Balcanilor (History of the Balkans)*, 2nd volume, Institutul European, Iaşi, 2000, p. 356.

[9] Dusan T. Batakovic, *Nationalism and Communism: The Yugoslav Case* [http:www.bglink.com/bgpersonal/batakovic/Montreal.html].

[10] L'article de Iosip Broz Tito, *National Issue in Yugoslavia in the light of the National Liberation Fight* de1942, dans *Les peuples yougoslaves* de Dennison Rusinow *(Yugoslav Peoples)*, dans *Le nationalisme de l'Europe de l'Est dans le XXe siècle (Eastern European Nationalism in the Twentieth Century) de* Peter F. Sugar, Maison d'édition "Curtea Veche", Bucarest, 2002, p. 261.

[11] Extraits du programme de la Ligue Communiste Yougoslave (1958), dans Peter F., *op. cit.*, p. 262.

[12] Dusan T. Batakovic, *op. cit.*, [http:www.bglink.com/bgpersonal/batakovic/Montreal.html].

[13] Michael Walzer, *Politik der Differenz. Staatordnung und Toleranz in der multikulturellen Welt*, dans Urs Altermatt *Les prévisions de Sarajevo (Das Fanal von Sarajevo. Ethnonationalismus in Europa)*, la Maison d'édition Polirom, Iasi, 2000, pp. 15-16.

[14] Dennison Rusinow, in Peter F. Sugar, *op. cit.*, pp. 328-329.

[15] Guy Hermet, *op. cit.*, p. 253.

[16] http://www.members.tripod.com/~UncoveredBosnia/5books.html.

[17] www.foreignaffairs.org/19950701fareviewessay5057/aleksa-djilas/html.

BDD-A2238 © 2006 Gerflint

Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:36:48 UTC)